

Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier

États financiers
31 mars 2025

CENTRE DE RESSOURCES POUR LES FAMILLES MILITAIRES VALCARTIER

TABLE DES MATIÈRES

31 mars 2025

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	1 - 2
Résultats	3
Évolution de l'actif net	4
Bilan	5
Flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7 - 12
Renseignements complémentaires	13

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

**Aux administrateurs de
Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier (l'« organisme »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2025, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

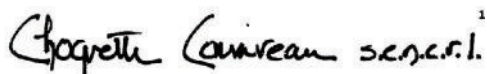
Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Choquette Corriveau S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Québec, le 18 juin 2025

¹ Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique n° A130524

CENTRE DE RESSOURCES POUR LES FAMILLES MILITAIRES VALCARTIER

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars 2025

3

	2025	2024
Produits		
Subvention des Services aux familles des militaires	2 691 664 \$	2 903 608 \$
Subvention de la 2e Division du Canada	8 756	995 336
Subvention - Aviation Royale Canadienne	50 000	50 000
Subvention - Services Québec	320 436	313 389
Subvention du ministère de la Famille	249 229	221 532
Subvention - Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	48 600	47 480
Subvention - Ville de Shannon	10 000	10 000
Autres subventions	50 328	64 857
Contribution de la Fondation du Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier	155 500	174 500
Services de soutien administratifs - Fondation du Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier	600	9 625
Programmes (utilisateur-payeur)	140 970	129 535
Centraide - Dons	1 033	2 825
Autres dons et commandites	29 537	18 512
Revenus de location	45 000	39 500
Divers	10 790	9 332
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	20 307	25 881
	3 832 750	5 015 912
Produits de placements	78 698	44 338
Gain sur cession de placements	-	1 317
Variation nette de la juste valeur des placements	15 265	48 224
	93 963	93 879
	3 926 713	5 109 791
Charges (page 13) (note 11)	4 091 938	4 349 564
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(165 225) \$	760 227 \$

CENTRE DE RESSOURCES POUR LES FAMILLES MILITAIRES VALCARTIER

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice terminé le 31 mars 2025

4

	Investi en immobilisations corporelles	Non affecté	2025 Total	2024 Total
Solde au début	35 207 \$	1 552 758 \$	1 587 965 \$	827 738 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(12 898)	(152 327)	(165 225)	760 227
Solde à la fin	22 309 \$	1 400 431 \$	1 422 740 \$	1 587 965 \$

CENTRE DE RESSOURCES POUR LES FAMILLES MILITAIRES VALCARTIER

BILAN

31 mars 2025

5

	2025	2024
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse (note 3)	1 201 723 \$	506 117 \$
Dépôts à terme, 3 % à 4,75 %, échéant entre avril et juillet 2025	1 500 000	-
Débiteurs (note 4)	94 073	1 096 853
Frais payés d'avance	7 283	11 441
	2 803 079	1 614 411
Placements	-	616 589
Immobilisations corporelles (note 5)	81 758	114 963
	2 884 837 \$	2 345 963 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 6)	629 293 \$	648 480 \$
Apports reportés (note 7)	773 355	29 762
	1 402 648	678 242
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles (note 8)	59 449	79 756
	1 462 097	757 998
ACTIF NET		
Investi en immobilisations corporelles	22 309	35 207
Non affecté	1 400 431	1 552 758
	1 422 740	1 587 965
	2 884 837 \$	2 345 963 \$

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,


, administrateur


, administrateur

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars 2025

6

	2025	2024
Activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(165 225) \$	760 227 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Gain sur cession de placements	-	(1 317)
Revenus capitalisés sur placements	(15 233)	(3 613)
Variation de la juste valeur des placements	(15 265)	(48 224)
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(20 307)	(25 881)
Amortissement des immobilisations corporelles	33 205	43 979
	(182 825)	725 171
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement	1 731 344	(1 573 102)
	1 548 519	(847 931)
Activités d'investissement		
Encaissement de dépôts à terme	-	535 000
Acquisition de dépôts à terme	(1 500 000)	-
Acquisition de placements	(9 529)	(184 145)
Produit de la cession de placements	656 616	180 849
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(3 898)
	(852 913)	527 806
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	695 606	(320 125)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	506 117	826 242
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 201 723 \$	506 117 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, constitué le 20 février 1992 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec), permet aux conjoints et aux conjointes de militaires de participer à la coordination des ressources relatives au soutien des familles militaires. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

La mission de l'organisme est d'offrir une gamme de services sociaux novateurs tout en étant complice du bien-être des familles des militaires et des vétérans de l'Est-du-Québec à travers les défis uniques et évolutifs de leur réalité.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Comptabilisation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Produits de placements

Les produits de placements non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Produits de programme, ventes de marchandises et commandites

Les produits de programmes et les ventes de marchandise sont constatés lorsque les services ont été rendus ou que les marchandises ont été livrées, que le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les commandites sont constatées à titre de produits, conformément à l'entente entre les parties, lorsque le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Produits de location

Les produits de location sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée des baux lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.

Apports reçus sous forme de biens et services

L'organisme constate les apports reçus sous forme de biens et services lorsque la juste valeur de ces apports peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et qu'il aurait dû se procurer autrement ces biens et services pour son fonctionnement et la réalisation de ses activités.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Apports reçus sous forme de biens et services (suite)

Les bénévoles consacrent plusieurs heures chaque année à aider l'organisme dans la prestation de ses services. De plus, l'organisme occupe des locaux sans payer de loyer au Gouvernement fédéral. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

Instruments financiers

Évaluation initiale

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'organisme qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

Le coût d'un instrument financier issu d'une opération entre apparentés dépend du fait que cet instrument est assorti ou non de modalités de remboursement. Le coût d'un actif financier ou d'un passif financier issu d'une opération entre apparentés et assorti de modalités de remboursement est déterminé au moyen de ses flux de trésorerie non actualisés, compte non tenu des paiements d'intérêts et de dividendes, et déduction faite des pertes de valeur déjà comptabilisées par le cédant. Lorsque l'instrument financier n'est pas assorti de modalités de remboursement, le coût est déterminé en fonction de la contrepartie transférée ou reçue par l'organisme dans le cadre de l'opération.

Évaluation ultérieure

L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement, à l'exception des placements en fonds communs de placements et des actions cotées en bourse, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse et des débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir.

Les contributions à recevoir de la Fondation du Centre de ressources pour les familles militaires de Valcartier sont comptabilisées au coût.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Si les indications de perte de valeur s'atténuent ou disparaissent, la moins-value déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. Lorsque l'organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations corporelles, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport ou à une valeur symbolique de 1 \$ si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable. Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles sont amortis en fonction de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes, la durée et les taux suivants:

	Méthodes	Taux et durée
Équipement	Dégressif	20 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Petits équipements et vaisselle	Dégressif	20 %
Équipement informatique	Dégressif	30 %
Matériel roulant	Dégressif	30 %
Site internet	Dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	5 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

3. ENCAISSE

En vertu d'une exigence du subventionnaire des Services aux familles des militaires, l'organisme est tenu de détenir un fonds de réserve, en encaisse et en placements, totalisant un minimum de 3 mois de ses charges d'exploitation. Au 31 mars 2025, cette exigence était respectée.

4. DÉBITEURS

	2025	2024
Comptes à recevoir	4 508 \$	11 801 \$
Taxes à la consommation à recevoir	9 355	12 800
Subventions à recevoir	7 168	913 833
Contribution à recevoir - Fondation du Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier	38 875	158 419
Intérêts courus à recevoir	34 167	-
	94 073 \$	1 096 853 \$

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			2025	2024
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Équipement	112 516 \$	104 990 \$	7 526 \$	9 375 \$
Mobilier et agencements	233 186	179 567	53 619	67 024
Petits équipements et vaisselle	4 846	4 846	-	42
Équipement informatique	251 585	230 972	20 613	29 504
Matériel roulant	47 008	47 008	-	451
Site internet	24 603	24 603	-	81
Améliorations locatives	-	-	-	8 486
	673 744 \$	591 986 \$	81 758 \$	114 963 \$

6. CRÉDITEURS

	2025	2024
Comptes fournisseurs et charges à payer	72 731 \$	74 719 \$
Salaires, banque de temps et vacances à payer	495 970	498 184
Sommes à remettre à l'État	60 592	75 577
	629 293 \$	648 480 \$

7. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui sont destinées à couvrir les charges de fonctionnement des exercices subséquents. Les variations survenues au cours de l'exercice dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	2025	2024
Solde au début	29 762 \$	805 173 \$
Montant constaté à titre de produits	(29 762)	(805 173)
Montants reçus ou reportés pour les exercices suivants	773 355	29 762
Solde à la fin	773 355 \$	29 762 \$

8. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent les fractions non amorties des apports reçus sous forme d'immobilisations et les apports affectés ayant servi à acquérir des immobilisations corporelles. Les variations survenues au cours de l'exercice dans le solde de ces apports reportés sont les suivantes :

	2025	2024
Solde au début	79 756 \$	105 637 \$
Moins: montants amortis dans les résultats	(20 307)	(25 881)
	59 449 \$	79 756 \$

9. OPÉRATIONS CONCLUES AVEC LA FONDATION DU CENTRE DE RESSOURCES POUR LES FAMILLES MILITAIRES DE VALCARTIER

L'organisme est apparenté à la Fondation du Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier du fait que l'organisme détient un intérêt économique dans cette entité. La Fondation du Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier a été créée dans le but recueillir des dons afin de financer les services offerts par l'organisme qui sont en compléments de ceux déjà subventionnés.

Au cours de l'exercice, l'organisme a reçu de la Fondation du Centre des ressources pour les familles militaires Valcartier une contribution de 155 500 \$ (174 500 \$ en 2024) et des revenus de services de soutien administratif de 600 \$ (9 625 \$ en 2024). Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

10. INSTRUMENTS FINANCIERS**Risques financiers**

Les risques importants découlant d'instruments financiers auxquels l'organisme est exposé au 31 mars 2025 sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux subventions à recevoir.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de ses créditeurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison de variations des prix du marché. Certains instruments financiers de l'organisme l'exposent à ce risque qui se compose du risque de change, du risque de taux d'intérêt et du risque de prix autre.

10. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixe et assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. Au cours de l'exercice, la société a modifié son exposition au risque de taux d'intérêt par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait de l'augmentation des dépôts à terme à taux d'intérêt fixe.

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change, que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. L'organisme n'est plus exposé au risque de prix autre. Au cours de l'exercice, l'organisme a modifié son exposition au risque de prix autre par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait de la cession de la totalité des placements en fonds communs et des actions cotées en bourse.

11. INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS

	2025	2024
Charges		
Amortissement des immobilisations corporelles	33 205 \$	43 979 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 31 mars 2025

13

	2025	2024
Charges		
Salaires et charges sociales	3 702 496 \$	3 850 725 \$
Formation	23 312	15 740
Assurances	24 564	21 928
Déplacements	5 104	18 761
Électricité	-	2 482
Représentation	8 184	4 077
Repas	32 885	39 767
Publicité, articles promotionnels et outils de prévention	10 102	8 069
Location	52 993	74 539
Fournitures et frais de bureau	31 654	49 832
Télécommunications	5 500	4 454
Cotisations	24 657	36 104
Entretien et réparations	2 849	4 880
Dépenses liées à l'informatique	79 325	68 436
Honoraires contractuels	20 269	71 630
Honoraires professionnels	27 759	12 860
Intérêts et frais bancaires	7 080	21 301
Amortissement des immobilisations corporelles	33 205	43 979
	4 091 938 \$	4 349 564 \$

Valcartier Military Family Resource Centre

Financial Statements

March 31, 2025

VALCARTIER MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE

TABLE OF CONTENTS

March 31, 2025

	Page
Independent Auditor's Report	1 - 2
Statement of Operations	3
Changes in Net Assets	4
Balance Sheet	5
Statement of Cash Flows	6
Notes to Financial Statements	7 - 12
Additional Information	13

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

**To the Directors of
Valcartier Military Family Resource Centre**

Opinion

We have audited the financial statements of Valcartier Military Family Resource Centre (the Organization), which comprise the balance sheet as at March 31, 2025, and the statements of operations, changes in net assets and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Organization as at March 31, 2025, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are independent of the Organization in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Organization's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Organization or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Organization's financial reporting process.

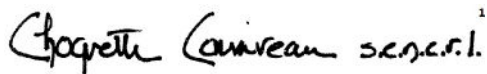
Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Organization's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Organization's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Organization to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.



Choquette Corriveau S.E.N.C.R.L.
Partnership of Chartered Professional Accountants

Québec, June 18, 2025

¹ By CPA auditor, public accountancy permit No. A130524

VALCARTIER MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE
STATEMENT OF OPERATIONS
Year Ended March 31, 2025
3

	2025	2024
Revenues		
Grant from Military Family Services	2 691 664 \$	2 903 608 \$
Grant from 2nd Canadian Division	8 756	995 336
Grant from Royal Canadian Air Force	50 000	50 000
Grant from Services Québec	320 436	313 389
Grant from the Ministère de la Famille	249 229	221 532
Grant from Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	48 600	47 480
Grant from Ville de Shannon	10 000	10 000
Other grants	50 328	64 857
Contribution from the Valcartier Military Family Resource Center Foundation	155 500	174 500
Management fees - Valcartier Military Family Resource Center Foundation	600	9 625
Centraide - Donations	1 033	2 825
Other donations and sponsorships	29 537	18 512
Programs (user-pays)	140 970	129 535
Rental income	45 000	39 500
Miscellaneous	10 790	9 332
Amortization of deferred contributions related to tangible capital assets	20 307	25 881
	3 832 750	5 015 912
Investment income	78 698	44 338
Gain on disposal of investments	-	1 317
Net change in fair value of investments	15 265	48 224
	93 963	93 879
	3 926 713	5 109 791
Expenses (page 13) (Note 11)	4 091 938	4 349 564
Excess (deficiency) of revenues over expenses	(165 225) \$	760 227 \$

VALCARTIER MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE

CHANGES IN NET ASSETS

Year Ended March 31, 2025

4

			2025	2024
	Invested in tangible capital assets	Unrestricted	Total	Total
Balance, beginning of year	35 207 \$	1 552 758 \$	1 587 965 \$	827 738 \$
Excess (deficiency) of revenues over expenses	(12 898)	(152 327)	(165 225)	760 227
Balance, end of year	22 309 \$	1 400 431 \$	1 422 740 \$	1 587 965 \$

VALCARTIER MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE

BALANCE SHEET

As at March 31, 2025

5

	2025	2024
ASSETS		
Current assets		
Cash	1 201 723 \$	506 117 \$
Term deposits, 3 % to 4,75 %, maturing between april and july 2025	1 500 000	-
Trade and other receivables (Note 4)	94 073	1 096 853
Prepaid expenses	7 283	11 441
	2 803 079	1 614 411
Investments	-	616 589
Tangible capital assets (Note 5)	81 758	114 963
	2 884 837 \$	2 345 963 \$
LIABILITIES		
Current liabilities		
Trade payables and other operating liabilities (Note 6)	629 293 \$	648 480 \$
Deferred contributions (Note 7)	773 355	29 762
	1 402 648	678 242
Deferred contributions related to tangible capital assets (Note 8)	59 449	79 756
	1 462 097	757 998
NET ASSETS		
Invested in tangible capital assets	22 309	35 207
Unrestricted	1 400 431	1 552 758
	1 422 740	1 587 965
	2 884 837 \$	2 345 963 \$

SIGNED FOR THE BOARD,


_____, Director


_____, Director

VALCARTIER MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE

STATEMENT OF CASH FLOWS

Year Ended March 31, 2025

6

	2025	2024
Operating activities		
Excess (deficiency) of revenues over expenses	(165 225) \$	760 227 \$
Non-cash items:		
Gain on disposal of investments	-	(1 317)
Capitalized revenues on investments	(15 233)	(3 613)
Net change in fair value of investments	(15 265)	(48 224)
Amortization of deferred contributions related to tangible capital assets	(20 307)	(25 881)
Amortization of tangible capital assets	33 205	43 979
	(182 825)	725 171
Net change in non-cash items related to operating activities	1 731 344	(1 573 102)
	1 548 519	(847 931)
Investing activities		
Cashed term deposits	-	535 000
Term deposits	(1 500 000)	-
Investments	(9 529)	(184 145)
Proceed from disposal of investments	656 616	180 849
Acquisition of tangible capital assets	-	(3 898)
	(852 913)	527 806
Increase (decrease) in cash and cash equivalents	695 606	(320 125)
Cash and cash equivalents, beginning of year	506 117	826 242
Cash and cash equivalents, end of year	1 201 723 \$	506 117 \$

Cash and cash equivalents consist of cash.

1. GOVERNING STATUTES AND PURPOSE OF THE ORGANIZATION

The Organization, incorporated on February 20, 1992 under Part III of the Companies Act (Quebec), allows spouses to participate in the coordination of resources available for supporting military families. It is a registered charity under the Income Tax Act.

The Organization's mission is to offer a range of innovative social services while supporting the well-being of military and veteran families in Eastern Quebec through the unique and evolving challenges of their lives.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The Organization applies the Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Use of estimates

The preparation of financial statements requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and the amounts recognized as revenues and expenses for the periods covered. Actual results may differ from these estimates.

Revenue recognition

Contributions

The Organization follows the deferral method of accounting for contributions. Under this method, contributions restricted for future period expenses are deferred and are recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Unrestricted contributions are recognized as revenue when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

Sponsorships, products sales and program revenues

Sponsorships are recognized as revenue in accordance with the agreement between the parties, when the amount is fixed or determinable and collection is reasonably assured. Products sales and program revenues are recognized when the event took place or the goods were delivered, when the amount is fixed or determinable and collection is reasonably assured.

Rental income

Rental income is recognized on a straight-line basis over the lease term when collectability is reasonably assured.

Investment income

Unrestricted investment income is recognized as revenue when it is earned.

Contributed services

The Organization may recognize the contributions received as supplies and services when the fair value of these contributions can be reasonably estimated and the Organization would otherwise have to purchase these goods and services for its normal operations.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Contributed services (continued)

The volunteers spend many hours each year to help the Organization provide its services. In addition, the Organization occupies premises without paying rent to the federal government. Due to the difficulty in determining the fair value of the contributions received as a service, they are not recognized in the financial statements.

Cash and cash equivalents

The Organization's policy is to present bank balances under cash and cash equivalents, including bank overdrafts when bank balances that fluctuate frequently from being positive to overdrawn, and term deposits with a maturity period of three months or less from the date of acquisition. In addition, term deposits that the Organization cannot use for current transactions because they are pledged as collateral are excluded from cash and cash equivalents.

Financial instruments

Initial measurement

The Organization initially measures its financial assets and liabilities originated or exchanged in arm's length transactions at fair value. Financial assets and liabilities originated or exchanged in related party transactions, except for those that involve parties whose sole relationship with the Organization is in the capacity of management, are initially measured at cost.

The cost of a financial instrument in a related party transaction depends on whether the instrument has repayment terms. When the instrument has repayment terms, cost is determined using the undiscounted cash flow(s), excluding interest and dividend payments, of the instrument less any impairment losses previously recognized. When the instrument does not have repayment terms, the cost is determined using the consideration transferred or received by the Organization in the transaction.

Subsequent measurement

The Organization subsequently measures all its financial assets and liabilities at cost or amortized cost, except for investments in equity instruments that are quoted in an active market, which are measured at fair value. Changes in fair value of these financial instruments are recognized in income in the period incurred.

Financial assets measured at amortized cost using the straight-line method include cash and trade and other receivables, excluding commodity taxes receivable.

Contributions receivable from Valcartier Military Family Ressource Center Foundation are recognized at cost.

Impairment

For financial assets measured at cost or amortized cost, the Organization determines whether there are indications of possible impairment. When there are, and the Organization determines that a significant adverse change has occurred during the period in the expected timing or amount of future cash flows, a write-down is recognized in income. If the indicators of impairment have decreased or no longer exist, the previously recognized impairment loss may be reversed to the extent of the improvement. The carrying amount of the financial asset may not be greater than the amount that would have been reported at the date of the reversal had the impairment not been recognized previously. The amount of the reversal is recognized in income.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)**Tangible capital assets**

Tangible capital assets are accounted for at cost. Contributed tangible capital assets are recognized at fair value at the date of contributions plus costs directly related to their acquisition. In unusual circumstances when fair value cannot be reasonably determined, the tangible capital asset and the related contribution shall be recorded at nominal value. Amortization is calculated using the following methods, rate and periods:

	Methods	Periods
Equipment	Declining balance	20%
Furniture and fixtures	Declining balance	20%
Small items and dishes	Declining balance	20%
Computer equipment	Declining balance	30%
Rolling stock	Declining balance	30%
Website	Declining balance	30%
Leasehold improvements	Straight-line method	5 years

Impairment of long-lived assets

Long-lived assets are tested for recoverability whenever events or changes in circumstances indicate that their carrying amount may not be recoverable. An impairment loss is recognized when the carrying amount of the asset exceeds the sum of the undiscounted cash flows resulting from its use and eventual disposition. The impairment loss is measured as the amount by which the carrying amount of the long-lived asset exceeds its fair value.

3. CASH

As a requirement of the Military Family Services grantor, the Organization is required to hold a reserve fund, in cash and in investments, totaling a minimum of 3 months of its operating expenses. As of March 31, 2025, this requirement was met.

4. TRADE AND OTHER RECEIVABLES

	2025	2024
Trade accounts receivable	4 508 \$	11 801 \$
Grants receivable	7 168	913 833
Commodity taxes receivable	9 355	12 800
Contribution receivable - Valcartier Military Family Ressource Center		
Foundation	38 875	158 419
Accrued interests	34 167	-
	94 073 \$	1 096 853 \$

5. TANGIBLE CAPITAL ASSETS

			2025	2024
	Cost	Accumulated amortization	Net book value	Net book value
Equipment	112 516 \$	104 990 \$	7 526 \$	9 375 \$
Furniture and fixtures	233 186	179 567	53 619	67 024
Small items and dishes	4 846	4 846	-	42
Computer equipment	251 585	230 972	20 613	29 504
Rolling stock	47 008	47 008	-	451
Website	24 603	24 603	-	81
Leasehold improvements	-	-	-	8 486
	673 744 \$	591 986 \$	81 758 \$	114 963 \$

6. TRADE PAYABLES AND OTHER OPERATING LIABILITIES

	2025	2024
Accounts payable and accrued liabilities	72 731 \$	74 719 \$
Salaries and vacations payable	495 970	498 184
Government remittances	60 592	75 577
	629 293 \$	648 480 \$

7. DEFERRED CONTRIBUTIONS

Deferred contributions represent unused resources intended to cover the operating expenses for the coming years. Changes in the balance of deferred contributions for the year are as follows:

	2025	2024
Balance, beginning of year	29 762 \$	805 173 \$
Amount recognized as revenue	(29 762)	(805 173)
Amount received for the next year	773 355	29 762
Balance, end of year	773 355 \$	29 762 \$

8. DEFERRED CONTRIBUTIONS RELATED TO TANGIBLE CAPITAL ASSETS

Deferred contributions related to tangible capital assets represent contributions received in the form of donations and grants used to acquire tangible capital assets. Changes in the balance of deferred contributions for the year are as follows:

	2025	2024
Balance, beginning of year	79 756 \$	105 637 \$
Amortization	(20 307)	(25 881)
Balance, end of year	59 449 \$	79 756 \$

9. TRANSACTIONS CONCLUDED WITH THE VALCARTIER MILITARY FAMILY RESOURCE CENTER FONDATION

The Organization is related to the Valcartier Military Family Resource Center Foundation because the Organization holds an economic interest in this entity. The Valcartier Military Family Resource Center Foundation was created to collect donations to fund the services offered by the Organization, which complement those already subsidized.

During the year, the Organization received from the Foundation a contribution of \$ 155, 500 (\$ 174, 500 in 2024) and management fees of \$ 600 (\$ 9, 625 in 2024). These transactions occurred in the normal course of operations and are measured at the exchange amount.

10. FINANCIAL INSTRUMENTS**Financial risks**

The significant risks arising from financial instruments to which the Organization is exposed as at March 31, 2025 are detailed below.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial asset will cause a financial loss for the Organization by failing to discharge an obligation. The Organization's credit risk is mainly related to grants receivable.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Organization will encounter difficulty in meeting obligations associated with financial liabilities. The Organization is exposed to this risk mainly in respect of its trade payables and other operating liabilities.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value or future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in interest rates. The Organization is exposed to interest rate risk on its fixed-interest rate financial instruments. Term deposits subject the Organization to a fair value risk, since fair value fluctuates inversely to changes in market interest rates. During the year, the Organization changed its exposure to interest rate risk compared to the previous financial year, mainly due to the increase in fixed-interest rate term deposits.

10. FINANCIAL INSTRUMENTS (continued)**Market risk**

Market risk is the risk that the fair value or future cash flows of the Organization's financial instruments will fluctuate because of changes in market prices. Some of the Organization's financial instruments expose it to this risk, which comprises currency risk, interest rate risk and market risk. The Organization is no longer exposed to market risk. During the financial year, the Organization changed its exposure to market risk compared to the previous financial year, primarily due to the sale of all its investments in mutual funds and publicly traded shares.

11. INFORMATION ON OPERATIONS

	2025	2024
Amortization of tangible capital assets	33 205 \$	43 979 \$

VALCARTIER MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE

ADDITIONAL INFORMATION

Year Ended March 31, 2025

13

	2025	2024
Expenses		
Salaries and employee benefits	3 702 496 \$	3 850 725 \$
Training	23 312	15 740
Insurance	24 564	21 928
Travel	5 104	18 761
Energy	-	2 482
Entertainment	8 184	4 077
Meals	32 885	39 767
Advertising, promotional items and prevention tools	10 102	8 069
Rental	52 993	74 539
Office supplies and expenses	31 654	49 832
Telecommunications	5 500	4 454
Membership fees	24 657	36 104
Equipment and various supplies	2 849	4 880
IT related expenses	79 325	68 436
Contractual fees	20 269	71 630
Professional fees	27 759	12 860
Interests and bank fees	7 080	21 301
Amortization of tangible capital assets	33 205	43 979
	4 091 938 \$	4 349 564 \$